

LES MILICES ET LA SÉQUENCE DE FIN 2019 EN IRAK UN EFFET DE LEVIER STRATÉGIQUE

COL Olivier PASSOT

Chercheur associé à l'IRSEM

RÉSUMÉ

À l'automne 2019, alors que les grandes villes d'Irak ont vu se développer une contestation populaire dirigée contre le gouvernement, mais aussi contre l'influence irakienne, plusieurs milices ont entrepris de contrer le mouvement populaire tout en élevant le niveau de tension contre les intérêts américains. Conduisant simultanément des démonstrations de force urbaine, une campagne de répression, des actions de guérilla contre les cantonnements américains, ces groupes paramilitaires ont démontré leur maîtrise de la guerre irrégulière. Leurs actions, d'intensité croissante, ont fini par provoquer une réaction forte de Washington (élimination du général Soleimani) dont les conséquences indirectes ont été, paradoxalement, favorables à l'Irak : essoufflement de la contestation, réduction de la présence militaire internationale. Ces gains politiques obtenus par l'Irak permettent d'imaginer que ces milices ont été activées pour mettre en œuvre un plan d'opération très élaboré. Produisant des effets considérables pour une énergie investie relativement faible, les milices se présentent comme un puissant levier stratégique, potentiellement actionnable à distance.

SOMMAIRE

Introduction	2
L'intervention des milices pro-Irak dans le contexte de fin 2019	3
Pourquoi les milices ont-elles été l'instrument idéal pour mettre en œuvre ce plan ?	10
Ces opérations paramilitaires portent-elles la marque de l'Irak ?	18
Conclusion	22

INTRODUCTION

Le 3 janvier 2020, l'administration américaine a conduit une opération audacieuse pour éliminer le général Soleimani, alors que celui-ci était en visite à Bagdad¹. L'opinion publique américaine a perçu cette opération comme une riposte vigoureuse aux démonstrations de force dirigées contre l'ambassade des États-Unis en Irak et s'inscrivant dans le continuum des actions menées par l'administration américaine contre l'Iran (sanctions, embargo, opérations maritimes dans le détroit d'Ormuz, etc.).

Cette opération américaine a eu, à son tour, de très fortes répercussions en Irak. Dans les jours qui ont suivi, le mouvement de contestation populaire – dirigé notamment contre l'Iran – s'est essoufflé, tandis que le Parlement votait une motion appelant au retrait des forces étrangères du pays². Sur le terrain, les « proxies » iraniens ont intensifié leurs attaques contre les bases de la coalition, à un rythme inédit³. Trois mois plus tard, plusieurs nations décidaient de retirer leurs troupes d'Irak, alors que les États-Unis réduisaient leur présence militaire et se retiraient aussi de plusieurs bases⁴.

Tous ces événements sont considérés par l'Iran comme des succès, selon l'avis de plusieurs experts. Nombreux sont ceux qui pensent que la décision américaine d'éliminer le général Soleimani a en réalité renforcé les positions de Téhéran au Moyen-Orient. Pour William Burns, Soleimani a eu « sa dernière revanche contre les États-Unis ⁵».

Cette perspective d'un succès iranien nous a incité à interroger l'hypothèse d'un plan conçu pour pousser l'administration américaine à la faute, afin de rétablir des équilibres plus favorables à Téhéran. C'est sous cet angle qu'on peut analyser la séquence des événements du dernier trimestre 2019 en Irak, marqué par la dénonciation des ingérences iraniennes. La mise en œuvre de ce plan aurait été confiée aux milices opérant en Irak. De fait, celles-ci ont graduellement intensifié leurs opérations dirigées contre les intérêts américains, jusqu'à provoquer la mort d'un *contractor*⁶ et l'encerclement de l'ambassade par une foule en colère.

1. Le général Qassem Soleimani, commandant de la force Qods, a été tué le 3 janvier, à la sortie de l'aéroport de Bagdad par une frappe de drone MQ-9.

2. Le 5 janvier, le parlement irakien, réuni en session extraordinaire, a voté une résolution demandant au gouvernement de « mettre fin à la présence des troupes étrangères en Irak ». Cette résolution n'est toutefois pas contraignante.

3. Au moins 15 attaques entre le 3 janvier et le 20 mars ont été recensées par Kyra Rauschenbach, « [US-Iran Escalation Timeline Update](#) », *Critical Threats Project*, Institute for the Study of War, mars 2020.

4. Si la Covid-19 est le facteur principal (et officiellement invoqué) du retrait, le changement de contexte stratégique a joué un rôle important dans la décision. « Si le gouvernement émet le souhait que la coalition s'en aille, je ne vois pas bien comment on pourrait rester », explique Michel Goya dans *Marianne*, le 8 janvier 2020. L'Espagne, les États-Unis, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et la République tchèque ont annoncé un retrait partiel ou total de leurs troupes.

5. William Burns, Jake Sullivan, « Soleimani's Ultimate Revenge », *The Atlantic*, 6 janvier 2020. Selon Pierre Razoux, « l'élimination de Qassem Soleimani a servi le régime iranien » (*Le Point*, 9 janvier 2020). Myriam Benraad estime quant à elle que la récente escalade de la violence a eu pour conséquence une « généralisation du sentiment anti-américain » (interview à *La Croix*, 13 mars 2020). Selon Maria Fantappie et Sam Heller, la « dynamique d'escalade est perdante pour les US » (Maria Fantappie, Sam Heller, In Iraq, « Restraint is America's best option », *War on the Rocks*, 30 mars 2020).

6. Le 27 décembre, un groupe paramilitaire a tiré 30 roquettes sur la base de K1, causant la mort d'un civil américain appartenant au département de la Défense. Les Américains attribuent l'attaque aux Kataeb Hezbollah.

Le contraste est saisissant entre la simplicité apparente de ces actions et l'ampleur de leurs conséquences, politiques et militaires. Comment ces opérations ont-elles été conçues et conduites pour produire de tels effets stratégiques ? Une intervention iranienne est-elle perceptible dans l'action de ces milices ?

L'INTERVENTION DES MILICES PRO-IRAN DANS LE CONTEXTE DE FIN 2019

Quelles sont les milices pro-Iran en Irak ?

D'après Kalyvas, une milice est un groupe non étatique qui conduit des activités de sécurité et de gouvernance au sein d'un État⁷. Selon Jones, sa vocation principale est le contrôle de la population, en particulier dans les régions rurales les plus réfractaires à l'autorité centrale⁸. Ce chercheur a répertorié l'action de milices dans 130 théâtres d'opération depuis 1945. Ces groupes armés mènent un large éventail de missions militaires (protection de sites ou de personnes, opérations offensives, renseignement, reconnaissance et surveillance) et non militaires (services publics de base en se substituant à l'État).

Le phénomène milicien est ancré dans la culture irakienne⁹. Longtemps local, contenu à l'époque de Saddam, il s'est généralisé avec l'intervention américaine de 2003, qui a entraîné « la constitution de milices chiïtes hostiles à la présence militaire étrangère¹⁰ ». Ce mouvement s'est amplifié en juin 2014, après l'appel lancé par le grand ayatollah Sistani pour combattre l'État islamique (EI)¹¹. À la suite de cette *fatwa*, le gouvernement a décidé de créer les unités de Mobilisation populaire (MP) pour encadrer et contrôler l'élan populaire. Cette légitimation s'est traduite par une prolifération de milices, dont l'effort financier est supporté par l'Irak, mais aussi par l'Iran¹².

L'appel puis la légitimation donnent naissance à des dizaines de milices, toutes affiliées à la MP, malgré leur grande disparité. Six ans après sa création, la MP compterait toujours près de 150 000 combattants¹³. Elle est divisée en plus d'une centaine de groupes qui diffèrent par leurs effectifs, spécialités, équipements, rattachement (autorités centrales ou

7. Stathis N. Kalyvas, *The Logic of Violence in Civil War*, New York, Cambridge University Press, 2006, p. 106-107 ; Steven Metz, *Rethinking Insurgency*, Carlisle, PA, U.S. Army War College, juin 2007, p. 15-37.

8. Seth G. Jones, *The Strategic Logic of Militia*, Rand National Defense Research Institute, janvier 2012, p. 21.

9. Forces tribales dans les années 1930 sous le roi Faysal ; milices kurdes et arabes utilisées par Saddam pour combattre les insurrections dans les années 1980 et 1990 (Omar al-Nidawi et Michael Knights, [Militias in Iraq's Security Forces: Historical Context and US Options](#), The Washington Institute for Near East Policy, 22 février 2018).

10. Flavien Bourrat et Alexandre d'Espinose de Lacaillerie, « [Les milices chiïtes et l'État en Irak, entre intégration et autonomisation](#) », Note de recherche n° 68, IRSEM, 25 janvier 2019.

11. Le 13 juin 2014, juste après la prise de Mossoul par l'EI, l'ayatollah Ali al-Sistani appelle la nation irakienne à prendre les armes contre « les terroristes ».

12. Le soutien financier de l'Iran serait passé de 150 millions de dollars à près d'un milliard (Morgan Paglia et Vincent Tourret, *L'Iran et ses proxys au Moyen-Orient*, Étude de l'IFRI, Focus stratégique 95, mars 2020, p. 20).

13. Le budget 2019 autorise un effectif de 135 000 combattants. Toutefois, plusieurs milliers de miliciens ne seraient pas comptabilisés officiellement. D'après Knights, les effectifs globaux seraient de 159 000 (Knights, Malik, Tamimi, « Honored, not Contained, the Future of Iraq's PMF », The Washington Institute for Near East Policy, Policy Focus 163, mars 2020, p. 61).

locales, partis, institutions religieuses, etc.). Certains limitent leur emprise territoriale à une région, dans laquelle ils agissent comme une force de sécurité locale : protection de sites religieux, de sièges de partis politiques, sécurité des pèlerinages chiïtes, déminage, etc.

Les plus importants phagocytent des administrations ou des services publics, ce qui leur permet non seulement de capter des ressources mais surtout d'étendre leur pouvoir à la sphère exécutive (police, gestion des frontières) et de conduire des actions sociales et clientélistes¹⁴. Ces grandes milices sont par ailleurs de véritables unités militaires : leurs membres portent un uniforme ; elles sont équipées de matériels de guerre et participent aux opérations à la place (ou en complément) de l'armée régulière. Elles ont joué un rôle central dans le combat contre l'EI et la reconquête du territoire irakien. Leur contribution à la libération de Mossoul (octobre 2016 à juillet 2017) a été déterminante, malgré une coordination parfois difficile avec l'armée régulière et les forces de la coalition¹⁵.

Ces succès militaires ont permis à la MP de s'imposer comme des interlocuteurs incontournables dans les rapports de forces politiques. Le gouvernement a tenté d'en prendre le contrôle en faisant adopter des textes prévoyant l'intégration de la MP dans l'armée irakienne¹⁶. Ces tentatives se sont avérées relativement infructueuses, tout en renforçant la MP puisqu'elles lui conféraient un statut officiel. En 2019, les milices ont bénéficié d'un budget annuel de 2,16 milliards de dollars, voté par le parlement irakien¹⁷. Fortes de cette reconnaissance, elles occupent massivement le terrain politique et social.

Les milices affiliées à l'Iran ne sont qu'une partie de la MP (environ une quarantaine) mais elles en constituent le noyau dur. Selon Knights, son système nerveux repose sur le Kataeb Hezbollah¹⁸. Ce groupe était dirigé par Abou Mahdi al-Muhandis, jusqu'à son élimination, lors de la frappe qui a coûté la vie à Soleimani. Al-Muhandis était considéré comme un « proxy » iranien, y compris par d'autres chefs de milice¹⁹. Les différents groupes de la MP peuvent être catégorisés en fonction de leurs liens avec l'Iran, comme l'a fait l'International Institute of Strategic Studies (IISS) dans un rapport récent. Ce rattachement peut être, selon les cas, opérationnel, idéologique, politique ou opportuniste²⁰.

Les partis proches de l'Iran disposent de leurs milices. L'Alliance Fatah, qui compte 48 parlementaires, est liée à plusieurs milices, dont Badr, Assaeb et Kataeb Hezbollah. Mais ils ne sont pas les seuls. Les grands partis irakiens, y compris les Kurdes, s'appuient sur des milices. Ils peuvent ainsi faire la démonstration de leur force, employer leurs

14. En contrôlant des hôpitaux et des universités, certaines milices peuvent se constituer des clientèles d'obligés (entretien avec Loulouwa Rachid).

15. Jessa Rose Dury-Agri, Omer Kassim, Patrick Martin, *Iraqi Security Forces and Popular Mobilization*, Institute for the Study of War, décembre 2017. Aussi : Adel al-Gabouri, *The Role of the Popular Mobilization Forces in the Iraqi Political Process*, The Washington Institute for Near East Policy, 1^{er} octobre 2018.

16. En novembre 2016, un « ordre exécutif » reconnaît la MP comme une composante des forces armées irakiennes. Le 1^{er} juillet 2019, le Premier ministre décrète que la MP doit intégrer les forces armées.

17. Cf. budget 2019 en détail <http://www.bayancenter.org/wp-content/uploads/2019/02/4529.pdf>

18. Michael Knights, « Iran's Expanding Militia Army in Iraq: The New Special Groups », *CTC Sentinel*, 12:7, 2019.

19. Dans un document déclassifié de CENTCOM, le chef milicien Qais al-Khazali déclare en 2008 aux Américains, alors qu'il était en captivité, qu'Al-Muhandis est lié aux Pasdaran iraniens. <https://www.aei.org/wp-content/uploads/2018/08/Enclosure-TAB-A-Documents-for-Release-49-66.pdf>

20. *Iran's Networks of Influence in the Middle East, Chapter Four: Iraq*, IISS, novembre 2019, p. 121-158.

obligés, mettre en place des systèmes de captation de ressources financières. Posséder une milice permet à un chef politique de conduire des actions de terrain, souvent illégales, pour nuire à ses rivaux. Les rivalités entre grandes milices sont le reflet de celles qui opposent les différentes formations politiques. Ces tensions se sont exacerbées au cours des élections de 2018, notamment entre partisans de Moqtada al-Sadr et ceux du mouvement Badr. Elles sont un paramètre important pour comprendre la séquence des événements fin 2019.

Le dernier trimestre 2019 : le défi de la rue

La fin de l'année 2019 a été marquée par un mouvement de contestation populaire en Irak, mais aussi au Liban et en Iran²¹. Rappelant les Printemps arabes des années 2010, il s'est constitué sur des bases socio-économiques avant de se déplacer sur le terrain politique. Les manifestants, en majorité des jeunes non affiliés à un parti ou à une communauté en particulier, reprochaient aux gouvernants d'être corrompus et incapables d'assurer les services publics de base. Fait nouveau par rapport aux révoltes arabes, les protestataires dénonçaient aussi « la mainmise multiforme de Téhéran sur les institutions irakiennes, notamment par le biais des milices de la MP²² ». Les manifestants voulaient mettre fin à l'omnipotence des groupes paramilitaires, qui captent les ressources publiques et infiltrent les administrations, sans que les pouvoirs publics n'y trouvent rien à redire. Ce détournement d'argent a été documenté par plusieurs chercheurs. Knights prend l'exemple (parmi beaucoup d'autres) du système de paie des fonctionnaires irakiens, infiltré par les milices. Celles-ci prélèveraient plusieurs dizaines de millions de dollars chaque année par cette seule fraude²³. Un phénomène similaire de noyautage des structures étatiques par le Hezbollah est dénoncé par un mouvement de contestation populaire au Liban, également à la fin 2019²⁴.

En Irak, la vague de colère s'est progressivement étendue à tout le sud du pays. Dans toutes les grandes villes chiites (Bassorah, Kerbela, Najaf, Nassiriya, etc.) des bâtiments ont été incendiés : mairies, sièges de partis et consulats iraniens. Une partie du leadership irakien a vu dans cette contestation une véritable menace pour son propre pouvoir. Les cercles proches de l'Iran, réellement inquiets, ont élaboré une réponse articulée à cette contestation. Après une phase initiale de sidération, ils semblent avoir conçu un véritable plan d'opération afin d'endiguer la contagion. La mise en œuvre de ce plan a été confiée, de manière prioritaire, aux milices.

21. Les manifestations ont débuté le 17 octobre au Liban, et le 15 novembre en Iran.

22. Jean-Pierre Filiu, *Chiïtes contre chiïtes en Irak et au Liban*, blog Un si Proche Orient, 10 novembre 2019.

23. Michael Knights, « Soleimani Is Dead: The Road Ahead for Iranian-Backed Militias in Iraq », *CTC Sentinel*, janvier 2020.

24. Michael Young, *Hezbollah Has Trapped Itself*, Carnegie Middle East Center, 28 novembre 2019.

Les milices : l'instrument privilégié du plan d'opération

Dès le deuxième ou le troisième jour de la manifestation à Bagdad, les milices ont été activées par leurs donneurs d'ordre politique, mais de manière désordonnée : certaines se sont mobilisées pour amplifier le mouvement de contestation, d'autres pour le réprimer brutalement. Puis, progressivement, alors qu'un plan d'opération prenait forme, la majorité des groupes de la MP ont inscrit leur action dans cette approche articulée. Les axes d'efforts principaux sont apparus plus clairement au fil des jours : sur le terrain social, démontrer la force des milices et étouffer la contestation ; sur le terrain militaire, provoquer une riposte américaine. Une approche occidentale évoquerait deux lignes d'opérations, conduisant à un état final ambitieux : obtenir le départ des forces américaines d'Irak. La spécialisation des milices a permis de répartir les missions en fonction de leurs compétences²⁵.

• *Démonstration de force urbaine*

Si l'action des milices a été principalement tournée vers la répression, une partie d'entre elles a profité de l'ambiance chaotique pour contester le pouvoir et tenter de récupérer le mouvement populaire. Rappelons que la démonstration de force urbaine est un mode d'action habituel des milices liées aux grands partis politiques. Considérées comme des réservoirs de force, elles sont régulièrement employées par les leaders politico-religieux pour produire un effet de masse lors des meetings, notamment à l'approche des échéances électorales. Les démonstrations de force servent aussi, si besoin est, à intimider un rival politique, faire pression sur un représentant de l'État ou sur un élu local. Parfois, les milices proches du pouvoir déploient leurs sympathisants au voisinage d'une ambassade étrangère afin d'infléchir la politique irakienne envers ce pays ; parfois ces milices sont instrumentalisées par le pouvoir irakien lui-même.

Au début du mouvement d'octobre, le leader chiite Moqtada Sadr a appelé ses partisans à défier les autorités dans la rue, ainsi qu'à protéger les manifestants²⁶. Les milices sadristes se sont mises à soutenir les revendications populaires en reprenant à leur compte les mots d'ordre anti-corruption et même anti-Iran. Cette posture était assez cohérente avec la rhétorique habituelle d'un courant qui se prétend volontiers national et révolutionnaire. En outre, le calcul n'était certainement pas absent dans la décision de Moqtada : celui-ci a cherché à récupérer une dynamique populaire pour augmenter son capital politique²⁷. Ce soutien des sadristes s'est toutefois interrompu en janvier 2020, après l'élimination de Soleimani (voir la deuxième partie).

De même, les Kataeb Hezbollah ont cherché à se donner une image populaire en soutenant, au moins en façade, les revendications. En novembre 2019, ils affirmaient sur leur site web soutenir « les vraies demandes des manifestants ». « Nous sommes avec vous pour

25. Certaines milices, comme les Kataeb Hezbollah et al-Nujaba, ont des capacités de frappes à distance. D'autres, comme Assaab Ahl al-Haq, Badr et Saraya al-Salam, sont profilées pour les opérations en milieu urbain.

26. Dans un prêche le 21 octobre, Moqtada Sadr appelle ses partisans à protester contre le « régime politique corrompu » lors des manifestations du 25 octobre. Une déclaration similaire est publiée dans une interview à *Al-Khaleej Online*, le 20 octobre 2019.

27. Entretien avec Loulouwa Rachid.

surveiller les performances gouvernementales et parlementaires²⁸. » Un peu plus tôt, les Kataeb appelaient les forces de sécurité à assurer la protection des « jeunes exerçant leur droit de manifester », mais aussi à faire le tri entre les « contestataires légitimes » et ceux liés à un axe américano-saoudien destiné à répandre le chaos et la violence²⁹.

Les principales composantes de la MP ont profité du chaos ambiant pour réorienter la contestation contre la présence américaine. Cette campagne de dénigrement a trouvé un point d'appui de plus en plus solide avec l'escalade militaire entre les États-Unis et l'Iran sur le théâtre irakien. Ainsi, en conduisant des actions cinétiques (attaques contre les forces américaines, provoquant des frappes en retour sur les bases des Kataeb Hezbollah), la MP se procurait du contenu vidéo pour conduire des actions dans le champ informationnel (dénonciation de ces mêmes frappes, preuves de l'ingérence américaine dans son ensemble).

La manœuvre informationnelle a culminé le 31 décembre par un rassemblement de plusieurs centaines de manifestants, principalement membres de la MP, devant l'ambassade américaine. Cette démonstration de force semble avoir été calibrée pour provoquer les Américains tout en restant au-dessous du seuil de l'agression armée.

• *Étouffement de la contestation*

Les milices ont été l'instrument privilégié d'une répression particulièrement brutale, puisqu'elle a causé la mort de 504 manifestants pour la seule période du 1^{er} octobre au 23 janvier³⁰. Cette violence est documentée précisément par plusieurs rapports de l'ONU et par ceux d'ONG présentes sur le terrain³¹. Ces organisations ont recensé des modes opératoires particulièrement radicaux : intimidations, arrestations extra-judiciaires, tirs sur la foule des manifestants et même assassinats ciblés.

En réalité, la campagne de répression a connu deux phases. Dans la première phase, qui a débuté dès les tout premiers jours de la contestation, les opérations se sont déroulées sur le lieu même des manifestations. D'une manière brutale et désordonnée, plusieurs milices ont utilisé les moyens les plus radicaux pour s'en prendre directement aux contestataires : coups de couteau, tirs dans la foule, violences diverses. Il s'est agi d'une réponse immédiate et primaire à un phénomène qui a surpris le leadership politique irakien. Une réponse plus sophistiquée s'est mise en place au cours de la deuxième phase, qui a débuté en décembre-janvier 2020. Elle a probablement résulté d'un plan anti-contestation élaboré en urgence. Plus subtile et plus pernicieuse, elle s'est déroulée à l'écart des lieux de manifestation, donc loin des appareils photos et des médias. Un véritable plan de ciblage a été minutieusement conçu, à fin d'intimidation : les meneurs de la contestation ont été identifiés, localisés, puis traités. Des milliers de personnes ont été arrêtées, hors procédure judiciaire, par des policiers ou par des hommes en civil. Certaines ont retrouvé leur liberté

28. Communiqué publié le 29 novembre sur le site web de la milice. <http://www.kataibhezbollah.com/news/3032>

29. Communiqué publié le 2 octobre sur le site web de la milice. <http://www.kataibhezbollah.com/statement/3024>

30. Rapport spécial de la haute commission irakienne pour les droits humains (*Demonstrations in Iraq*), 18 décembre 2019-23 janvier 2020, p. 3.

31. Human Rights Watch, Amnesty International, l'UNAMI et le HCR publient des rapports périodiques sur les atteintes aux droits de l'homme en Irak.

contre l'engagement formel de ne plus participer aux manifestations. D'autres, moins chanceuses, ont disparu. Elles ont probablement été éliminées³².

Cette campagne de répression a été mise en œuvre conjointement par la police et par les milices, selon une répartition des tâches complexe et opaque. Schématiquement, les forces de l'ordre se sont employées à contenir et réprimer les manifestations selon des modes d'action officiels ou « revendiquables ». Les milices sont intervenues en complément, en recourant à des modes d'action irréguliers et illégaux qui seront détaillés dans les deuxième et troisième parties. Toutefois, cette distribution des rôles entre unités régulières et unités spéciales n'a pas toujours été respectée. Par exemple, plusieurs rapports documentent des tirs dans la foule par des soldats en uniforme³³ et des arrestations massives par les forces de sécurité³⁴.

Cette absence de logique apparente s'explique par la rivalité entre les nombreuses milices, par la complexité de la chaîne de commandement, mais aussi par l'usurpation d'uniformes par les miliciens³⁵. Bien que radicales, ces opérations de répression n'ont pas suffi à limiter la contestation, qui a continué de s'étendre dans le pays jusqu'à la fin 2019.

Les opérations de contre-manifestation reçoivent un appui inespéré après le 3 janvier. L'élimination de Soleimani (parce qu'elle a eu lieu en Irak) provoque un choc dans l'opinion. Elle apporte un soutien aux courants hostiles aux États-Unis et à l'Occident en général, ce qui facilite indirectement la répression. Moqtada Sadr, qui jusque-là soutenait la contestation, change de camp. Il appelle au « rassemblement du million », qui réunit en fait plusieurs centaines de milliers de manifestants scandant leur rejet de la présence américaine (24 janvier). La dynamique s'est inversée en faveur du camp pro-Iran, comme une sorte d'effet collatéral à l'opération américaine. « Cet assassinat a créé des problèmes aux contestataires, il a fragmenté le mouvement », explique un Irakien interrogé.

Les milices de la MP ont en quelques mois démontré leurs capacités à étouffer un mouvement de contestation bénéficiant pourtant d'une forte base populaire. Par comparaison, les Printemps arabes de 2011 – dont certains n'ont pas eu la même ampleur – avaient abouti à la démission du gouvernement en Égypte, Libye, Tunisie et au Yémen. L'utilisation des milices par un pouvoir central faible n'est pas une pratique nouvelle. En Afghanistan, les maîtres du pays y ont recouru tout au long du XX^e siècle pour rétablir l'ordre, car ils estimaient les forces régulières incapables de le faire³⁶.

• *Harcèlement contre les cantonnements américains*

Plusieurs bases militaires de la coalition, et notamment celles où sont déployées des forces américaines, ont été ciblées par des projectiles à tir indirect, tout au long de l'année 2019 : al-Assad, Balad, Kirkouk, Mossoul, Qayyarah et Taji, sans compter les emprises

32. Entretiens avec des Irakiens. La disparition d'opposants est également documentée par l'UNAMI. Rapport sur la mise en œuvre de la résolution 2470, du 21 février 2020, p. 10. Rapport spécial de la haute commission irakienne pour les droits humains (*Demonstrations in Iraq*), *op. cit.*

33. Rapport spécial de la haute commission irakienne pour les droits humains (*Demonstrations in Iraq*), *op. cit.*

34. UNAMI, Rapport sur la mise en œuvre de la résolution 2470, *op. cit.* Il est vraisemblable que des miliciens aient usurpé des uniformes de policiers, comme développé dans la deuxième partie.

35. Entretiens avec des Irakiens.

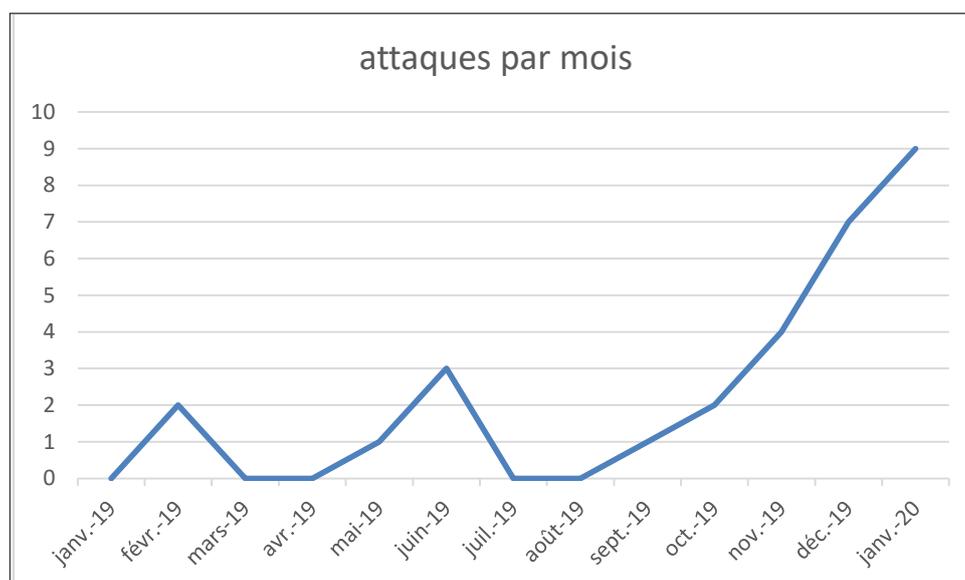
36. Seth G. Jones, *The Strategic Logic of Militia*, *op. cit.*, p. 21.

américaines dans la zone verte de Bagdad. Ces opérations sont réalisées par des groupes aux effectifs réduits équipés de mortiers ou de lance-roquettes.

Le mortier présente l'avantage d'être rapide à mettre en batterie, puis facile à dissimuler après le tir ; il peut tirer d'une position enterrée, puis être recouvert après. Comme la trajectoire des obus est presque verticale, il peut tirer au milieu d'immeubles. Une poignée de combattants sont capables de le déployer dans une cour de ferme ou dans une usine désaffectée. Ils doivent s'infiltrer assez près de la base visée pour que leurs attaques soient dangereuses, ce qui suppose d'évoluer dans un environnement permissif³⁷. À Bagdad, les mortiers sont fréquemment utilisés contre l'ambassade américaine.

Les roquettes Katyusha sont des armes plus meurtrières en raison de leur charge explosive (quelques kilos pour les roquettes de 107 mm, plusieurs dizaines de kilos pour celles de 220 mm). Leur portée permet aux groupes qui les servent d'opérer de loin (de plusieurs kilomètres à près de 30, selon le calibre) et de dissimuler l'équipement après le tir, voire de le détruire. La connaissance du terrain (positions de tir, axes routiers, abris possibles) et de la population (sentiment vis-à-vis de la présence américaine, liens avec les forces de sécurité irakiennes) leur permet d'évoluer en minimisant les risques. Par ailleurs, les miliciens recourent à l'intimidation pour réduire au silence les éventuels témoins³⁸.

Évolution du nombre des attaques par tirs indirects contre des bases américaines en Irak, de janvier 2019 à janvier 2020³⁹



37. Quelques centaines de mètres au mieux, quelques kilomètres pour éviter de prendre des risques. Le type d'action *hit and run* ne permet pas aux servants de mortiers de procéder à un réglage avant de tirer une seconde salve.

38. Entretien avec un habitant de Mossoul.

39. Fusion de données issues de sources ouvertes irakiennes (INA, Rudaw) américaines (the Defense Post, Musing) et autres agences de presse. Une attaque peut comporter un ou plusieurs tirs de roquettes ou mortiers. Certaines attaques comptent jusqu'à 30 coups tirés.

Ils s'appuient sur des réseaux d'informateurs, dont certains ont accès à l'intérieur même des bases. Ces renseignements leur permettent de doser la précision de leurs tirs en fonction de l'objectif à atteindre. Jusqu'en septembre 2019, les attaques n'ont fait aucune victime parmi les militaires américains. Les assaillants visaient de manière imprécise ou employaient des munitions volontairement faiblement létales⁴⁰. Tout s'est passé comme si les milices avaient entretenu un harcèlement de basse intensité, en évitant de provoquer une réaction en chaîne de la part de Washington⁴¹. À partir d'octobre et surtout de novembre, les milices augmentent l'intensité et le nombre de leurs attaques. Le 7 novembre, la base de Qayarah-West subit un tir de 17 roquettes. Les 9 et 11 décembre, des roquettes de 240 mm (un calibre supérieur à ceux utilisés jusque-là) sont tirées sur un camp de la coalition à Bagdad⁴². Le 27 décembre, une salve de 30 roquettes contre la base K1 (Kirkouk) provoque la mort d'un *contractor* américain, sans laisser de doute sur le but de cette attaque⁴³.

POURQUOI LES MILICES ONT-ELLES ÉTÉ L'INSTRUMENT IDÉAL POUR METTRE EN ŒUVRE CE PLAN ?

Tirs de roquettes, démonstrations de force urbaine, étouffement de la contestation : la déclinaison du plan d'opération en actions concrètes a été confiée aux milices parce qu'elles sont plus performantes que les forces armées régulières, surtout pour remplir des missions spéciales et illégales. Ces opérations ont été réussies car elles étaient à la fois simples, ostentatoires, contrôlées et ambiguës.

La force de la guerre irrégulière

Les milices pratiquent une guerre irrégulière que Gérard Chaliand décrit comme le « harcèlement, l'usure de l'adversaire, fondée sur la mobilité, avec un refus de l'affrontement central⁴⁴ ». À la manière d'un essaim, leurs membres convergent à proximité de l'objectif pour mener leur action, avant de se disperser une fois celle-ci accomplie. Cette faculté est rendue possible par la simplicité des modes d'action utilisés et par la légèreté de leurs équipements.

Les attaques contre les forces américaines sont conduites par de petits groupes, dotés d'équipements plutôt rudimentaires (roquettes, mortiers, armes légères). Typiquement asymétriques, elles ne coûtent presque rien à l'agresseur par rapport à ce qu'elles exigent

40. Michael Knights, « Soleimani Is Dead: The Road Ahead for Iranian-Backed Militias in Iraq », *op. cit.*

41. Entretien avec un officier américain ayant été déployé en Irak. Le principe d'une « ligne rouge », que représenterait une victime américaine, était dans les esprits et les discours au cours de l'année 2019.

42. Michael Knights, « Soleimani Is Dead: The Road Ahead for Iranian-Backed Militias in Iraq », *op. cit.*, p. 4.

43. Le général Milley, chef d'état-major des armées américaines, a indiqué être certain à 100 % que cette attaque était faite pour tuer et que Soleimani l'avait approuvée (déclaration devant des journalistes le 4 janvier 2020, citée par Elizabeth Mc Laughlin, ABC news).

44. Adrien Jahier, entretien avec Gérard Chaliand, « La violence n'est pas un concept », *Sens public*, 11 novembre 2017.

des Américains en matière de protection⁴⁵. Ces groupes disposent par ailleurs d'une grande liberté d'action pour atteindre l'objectif fixé par l'échelon supérieur. Ils ne sont pas contraints par des règles d'engagement, à l'inverse des unités régulières.

Dans les opérations de répression aussi, les paramilitaires ont la capacité de surgir là où on ne les attend pas et d'agir de manière dissimulée. En ville, ce n'est pas la technologie qui a fait la différence, mais plutôt la capacité à mobiliser rapidement des individus déterminés. Ce parti-pris de la simplicité et de l'informel, qui rend les actions peu prévisibles et difficilement attribuables, a été une clé du succès. Imaginons *a contrario* qu'ait été planifiée une opération militaire sophistiquée contre l'ambassade américaine, plutôt qu'une manifestation d'apparence spontanée : celle-ci aurait entraîné une réaction militaire immédiate et brutale des États-Unis ; réaction qui aurait eu en outre le soutien de l'opinion publique intérieure, voire internationale.



► Les Kataeb Hezbollah (source : site officiel)

Même quand ils agissent clandestinement, les miliciens revendiquent une forme de légitimité populaire. Ils conduisent des attaques contre des bases américaines au nom de la nation irakienne. Leurs opérations sur le terrain s'accompagnent d'une communication active sur les réseaux sociaux. Pouvoir exercé par le peuple, rejet des forces étrangères, foi musulmane, justice sociale sont des thèmes invoqués

régulièrement sur le site des Kataeb Hezbollah⁴⁶. Les miliciens se voient comme des partisans, sur le modèle de Carl Schmitt : « désignant l'ennemi, soit l'étranger, soit l'autorité [...] et appel[ant] à le combattre les armes à la main⁴⁷ ». Dotés d'une conscience politique, ils entendent incarner leurs opérations. Lors des démonstrations de force urbaine, les opérations miliciennes donnent l'impression d'une colère spontanée grâce à cette base militante extrêmement déterminée. Le coup de force du 31 décembre devant l'ambassade américaine, couvert en continu par les chaînes satellitaires, a produit des images de légitimité populaire alors qu'il était parfaitement illégal. On observe des modes d'action similaires chez le Hezbollah au Liban. Lorsque des patrouilles de la FINUL s'aventurent dans des zones où elles sont indésirables, des villageois surgissent et bloquent le convoi. Ces hommes en civil n'ont pas besoin d'utiliser des armes pour s'imposer face à une force armée. Même peu nombreux, ils donnent l'impression d'incarner une volonté populaire. S'appuyant sur un terrain qu'ils connaissent et sur la population locale, ils ne laissent aucun espace à leur adversaire. En Irak comme au Liban, si des forces de l'ordre opéraient à la place de ces civils en colère, ils incarneraient un État policier plutôt qu'un peuple en colère. En outre, des hommes en uniforme engageraient la responsabilité du gouvernement⁴⁸.

45. « The asymmetric campaign paramilitaries are waging is low cost and sustainable » (Maria Fantappie, Sam Heller, In Iraq, « Restraint is America's best option », *op. cit.*).

46. <http://www.kataibhezbollah.com/>

47. David Cumin, « La théorie du partisan de Carl Schmitt », *Stratégie*, n° 93-94-95-96, 2009/1-2-3-4, p. 31 à 71,

48. Ce point est développé dans le paragraphe « Dissimulation et ambiguïté ».

Commandement et contrôle : l'efficacité des chaînes parallèles

Jones a étudié le niveau de contrôle exercé par l'État sur les milices, notamment lors des opérations de répression. Selon ce chercheur, les groupes paramilitaires manquent souvent de fiabilité. Ils agissent en fonction de leurs intérêts, et non de celui de l'État. Ils sont souvent accusés de prédation et de violence excessive, sans lien avec les missions qui leur sont assignées⁴⁹. De telles accusations sont fréquemment adressées aux unités de la MP en Irak. De fait, ces milices se comportent de manière prédatrice mais ne s'affranchissent pas de leur chaîne de commandement. Les opérations conduites fin 2019 donnent l'impression d'un bon niveau de contrôle par rapport aux objectifs présumés.

La chaîne de commandement des groupes paramilitaires est complexe et opaque. Officiellement, les unités de la MP relèvent de l'État irakien qui les rémunère. Elles sont placées sous l'autorité d'un comité central, relevant lui-même théoriquement du Premier ministre. Dans les faits, le contrôle exercé par l'exécutif irakien est faible. Au cours de la campagne militaire contre l'EI, à laquelle tous les moyens nationaux concouraient, de nombreux cas d'insubordination ont été observés. Telle milice refusait d'exécuter les ordres édictés par l'état-major à Bagdad, notamment quand elle se voyait assigner une mission à accomplir en coordination avec les Américains⁵⁰. Ces refus d'obéissance apparaissent pour certains auteurs comme la preuve d'une chaîne de commandement parallèle à celle du ministère de la Défense, voire de plusieurs canaux qui remontent vers des partis politiques, des entités religieuses ou vers la force Qods iranienne⁵¹. Ces donneurs d'ordre appartiennent à un État profond irakien, actionnant certaines milices par une chaîne de commandement parallèle⁵².

L'efficacité de ces chaînes parallèles repose sur un lien direct entre un commanditaire de niveau stratégique et un chef tactique, lui-même doté d'une grande liberté d'action dans sa zone d'opération⁵³. Le niveau de contrôle semble efficace, si on considère le respect des règles d'engagement appliquées aux tirs indirects contre les bases américaines. Jusqu'au mois d'octobre 2019, les salves sont peu précises et peu fournies. À partir de novembre, les attaques s'intensifient ; les projectiles utilisés démontrent une intention de blesser ou tuer⁵⁴. Cette évolution de posture est observée au même moment dans plusieurs régions différentes, ce qui laisse penser que des directives ont été élaborées de manière centralisée, puis diffusées sur l'ensemble du territoire irakien vers différentes unités de la MP⁵⁵. Une

49. Seth G. Jones, *The Strategic Logic of Militia*, op. cit., p. 9 à 11.

50. Entretien avec un militaire ayant servi en Irak pendant les opérations contre l'EI.

51. *Iran's Networks of Influence in the Middle East, Chapter Four: Iraq*, op. cit., p. 121-158.

52. Plusieurs auteurs évoquent l'existence d'un « État profond » en Irak. Pour Robert Springborg, il s'appuie sur des organisations politiques et militaires chiïtes, connectées avec l'Iran : [Deep States in MENA](#), vol. XXV, Middle East Policy Council, printemps 2018. Pour Jessa Rose Dury-Agri, Omer Kassim, Patrick Martin, la MP est une création de l'État profond iranien (*Iraqi Security Forces and Popular Mobilization*, op. cit., p. 30).

53. Entretien avec un ancien militaire irakien.

54. D'après Knights, lors des 32 attaques ayant eu lieu au cours des 10 premiers mois de 2019, les salves comprenaient deux ou trois coups. Aucune victime américaine n'a été à déplorer. En novembre et décembre, les salves atteignaient souvent plus de 20 coups (Michael Knights, « Soleimani Is Dead: The Road Ahead for Iranian-Backed Militias in Iraq », op. cit., p. 4).

55. Plusieurs milices auraient la capacité de conduire des attaques en tir indirect : Assaab Ahl al-Haq, Badr, Kataeb al-Shuhada, Kataeb Hezbollah (liste non exhaustive).

même « discipline du feu » avait pu être observée pendant toute la campagne contre l'EI : les milices n'ont jamais conduit d'attaques contre les forces américaines de 2014 à 2017. La bonne exécution des consignes pourrait s'expliquer par la présence de conseillers iraniens insérés dans les unités⁵⁶.

S'agissant des démonstrations populaires fin 2019, le niveau de violence utilisé a été très inégal. Lors du coup de force contre l'ambassade, le 31 décembre, des règles d'engagement semblent avoir été édictées et respectées. Aucune arme n'a été utilisée, ni même brandie par les miliciens. Ceux-ci s'en sont tenus à des dégradations matérielles et à des jets de projectiles, allant jusqu'au cocktail Molotov. La présence des principaux leaders de la MP a certainement contribué à contenir le niveau de violence en dessous d'un seuil déterminé à l'avance⁵⁷. Cette séquence n'est pas la seule au cours de laquelle la violence a été relativement contenue. Mais, à de multiples occasions, les rassemblements populaires ont été réprimés très brutalement par des hordes de miliciens. Cette disparité du niveau de violence s'explique par la diversité des milices mobilisées, elles-mêmes orientées par plusieurs chaînes de commandement parallèles, dans un contexte de rivalités politiques⁵⁸. Cette confusion est certes préjudiciable à la bonne exécution de la mission donnée par les commanditaires, mais elle présente l'avantage de brouiller les pistes, comme on le développera dans le paragraphe suivant.

Le contrôle dépend également du niveau d'équipement des milices. Le harcèlement et la répression de foule ne nécessitent pas de moyens sophistiqués. Une fois l'opération ou la campagne terminée, la milice peut être employée à une autre tâche, voire démobilisée. Il est plus rentable de s'appuyer sur de telles milices que sur un groupe équipé d'armement lourd, qui nécessite un entraînement spécifique et des ressources financières régulières. Si un commanditaire cesse de payer un groupe à l'équipement sophistiqué, il court le risque de le voir s'autonomiser⁵⁹. Selon Paglia et Tourret, l'Iran exerce un contrôle étroit des « proxys » conduisant des opérations de haute intensité, requérant des technologies sophistiquées. À l'inverse, les actions de basse intensité sont plus décentralisées⁶⁰. L'emploi d'un soldat régulier pour des actions similaires ne serait pas optimal. Un militaire est certes discipliné par nature, mais doit être employé à des tâches militaires. Il est par ailleurs moins fanatique qu'un milicien. Lors des opérations de répression de foule, certains militaires irakiens ont refusé d'exécuter les ordres donnés⁶¹. De nombreux cas de désertion ont été

56. *Iran's Networks of Influence in the Middle East, Chapter Four: Iraq, op. cit.*, p. 121-158.

57. Étaient présents, parmi d'autres, Falah al-Fayyad (conseiller à la sécurité nationale), Abou al-Muhandis (chef des Kataeb Hezbollah), Qais Khazali (chef des Assaeb Ahl al-Haq), Hadi al-Ameri (chef de Badr). <http://musingsoniraq.blogspot.com/2020/01/pro-iran-groups-take-next-step-to-expel.html>

58. Entretien avec un ancien militaire irakien.

59. Entretien avec un ex-membre de l'Armée syrienne libre. Selon lui, le commandant d'une *katibat* bien équipée et bien formée tend à changer souvent de commanditaire, car il a besoin de financement pour maintenir son niveau opérationnel et conserver ses hommes.

60. Morgan Paglia et Vincent Tourret, *L'Iran et ses proxys au Moyen-Orient, op. cit.*, p. 36.

61. De nombreux cas de désobéissance ont été rapportés, quand il s'agissait de viser des manifestants au moyen de grenades lacrymogènes en tir tendu (risquant de provoquer la mort ou de graves blessures). Par exemple le 16 novembre à Bagdad : <https://almadapaper.net/view.php?cat=222727>

observés⁶². Au contraire, les miliciens n'ont pas les mêmes préventions. Et, pour éviter les refus d'obéissance, on fait appel uniquement à « ceux qui feront le boulot⁶³ ».

Le contrôle exercé par la chaîne de commandement sur les miliciens repose également sur diverses formes de loyauté. La plus répandue est probablement l'idéologie, qui est entretenue par un récit mobilisateur, souvent doublé d'un discours religieux. Un jeune chiite s'engage souvent pour des causes qu'il considère comme quasi sacrées : défendre la nation irakienne contre l'EI (suivant ainsi l'appel de l'ayatollah Sistani en 2014) ; protéger les lieux saints chiites ; repousser les ingérences étrangères hors d'Irak (ce qui vaut surtout pour la présence militaire américaine). Ces motivations idéologiques sont plus marquées au sein des milices qui adhèrent au principe du *Velayat-e Faqih* (« gouvernement du juge »), lié à la révolution iranienne : Assaeb Ahl al-Haq, Badr, Kataeb Hezbollah, Kataeb Sayyid al-Shuhada, dont les membres se disent des « fidèles » (*Wala-i'oun*)⁶⁴. Les sources de motivation sont naturellement très variables d'une milice à l'autre. D'une manière générale, il est plutôt prestigieux de servir au sein d'une milice affiliée à la force Qods. D'autre part, accéder à la MP permet d'être bien payé, presque deux fois le salaire médian irakien⁶⁵. Comme les miliciens reçoivent leur solde directement de leur commandant, ils sont placés en position d'obligés vis-à-vis de lui. En outre, ils peuvent se voir gratifier d'avantages en nature s'ils sont appréciés par la hiérarchie : voyages au Liban, en Iran, voire mariage⁶⁶.

Toutefois, la motivation pour ces causes politiques et religieuses a faibli au cours des dernières années. En outre, le système milicien a produit de la frustration, notamment chez ceux qui ont été démobilisés après avoir combattu l'EI. Beaucoup sont retournés à la vie civile parce qu'ils n'étaient plus payés ou parce qu'ils ont été déçus par les missions assignées. On retrouve parmi les manifestants de 2019 un certain nombre d'ex-miliciens originaires du sud de l'Irak⁶⁷.

Des opérations combinant dissimulation et ambiguïté

En Irak, nombreuses sont les milices qui sont des appendices de partis politiques, pour le compte desquels elles agissent clandestinement. L'ambiguïté fait partie de leur système de fonctionnement. Les Irakiens évoquent souvent l'intervention d'une « troisième partie » pour caractériser l'action milicienne : elle n'est pas dirigée par le gouvernement mais elle n'a pas non plus le caractère spontané qui émanerait de la société civile. Elle est mue par un tiers qu'on ne veut pas nommer, mais dont on connaît les contours⁶⁸. « Quand quelque chose [de mal] se passe dans la province de Diyala, tout le monde sait que c'est Badr, mais

62. Entretien avec un Irakien.

63. Entretien avec un ancien officier irakien.

64. *Iran's Networks of Influence in the Middle East, Chapter Four: Iraq, op. cit.*, p. 121-158. Analyse confirmée par Ahmed Rami, journaliste irakien.

65. Cent cinquante mille dinars, ce qui correspond à 800 dollars par mois, pour la solde de base que touche un soldat. En fonction du grade et de la qualification détenue, cette solde peut être bien supérieure. Le salaire moyen est d'environ 500 dollars.

66. Entretien avec un ancien officier irakien.

67. Entretien avec Loulouwa Rachid.

68. Cette expression (en arabe *at-Taraf al-thalith*) est utilisée par le grand public et dans la presse.

personne ne le dira⁶⁹. » Certaines régions sont des fiefs dévolus à une milice en particulier. Mais dans la majorité des provinces, les zones d’opération se chevauchent au gré des rapports de force entre groupes paramilitaires. Cette imbrication entretient l’ambiguïté quant aux responsabilités de l’un ou de l’autre. Les milices en jouent pour protéger la sécurité de leurs opérations. Cette prudence est parfois poussée à l’extrême, dans un contexte marqué par le risque de frappes américaines. Depuis la fin 2019, les Kataeb Hezbollah ont banni toute interaction avec des extérieurs par crainte d’être espionnés⁷⁰. Ses chefs, traditionnellement prudents, sont presque devenus paranoïaques depuis la frappe américaine du 3 janvier. Ils entretiennent désormais le plus grand secret sur leurs lieux de réunion et sur leurs déplacements.

Les actions militaires conduites par les milices sont aussi difficiles à prédire qu’à attribuer. Les groupes de la MP revendiquent rarement leurs actions. Ils communiquent de manière ambiguë et parfois discordante. Il arrive qu’une revendication émane d’un groupe créé pour la circonstance. Après l’attaque du 11 mars 2020 contre une base américaine, et occasionnant la mort de deux militaires américains et d’un britannique, un homme cagoulé et à la voix transformée a déclaré que la « Ligue révolutionnaire » – un groupe inconnu jusque-là – était responsable de l’attaque meurtrière et a menacé de tuer d’autres soldats américains⁷¹. Faire revendiquer par un groupe fantoche permet de brouiller les pistes, tout en délivrant un message bien ciblé. De leur côté, les Kataeb Hezbollah – à qui le commandement central (CENTCOM) américain attribue l’attaque⁷² – ont réfuté toute responsabilité pour l’opération du 11 mars ; ce qui ne les a pas empêchés de féliciter ses auteurs présumés, sur leur compte Twitter et sur leur site internet⁷³. Parallèlement, plusieurs députés de partis politiques liés aux Kataeb ont affirmé que ces attaques devaient être imputées à l’EI⁷⁴. Souvent, c’est la direction de la MP dans son ensemble qui réfute toute responsabilité, comme après l’attaque du 29 décembre (ayant provoqué la mort d’un contractant américain à Kirkouk⁷⁵). Cette volonté de dissimulation unanime s’explique par la crainte des frappes américaines : celles-ci planifient des opérations de rétorsion sur les cantonnements des milices après chaque attaque subie.

Le secret s’applique également lors de la préparation des opérations. La nature de la mission et les consignes (lieux et horaires de rassemblement, tenue, équipement, règles d’engagement) ne sont pas diffusées sur les réseaux sociaux, mais par des ordres transmis à la voix. Un commandant d’unité peut mobiliser une centaine d’hommes pour une action donnée avec un simple préavis de 24 heures. Il s’entretient avec ses principaux adjoints, qui s’assureront que les ordres sont communiqués oralement en quelques heures à tous les membres du groupe⁷⁶. L’ancrage des milices au sein de quartiers bien circonscrits facilite

69. Entretien avec un responsable d’ONG.

70. Entretien avec Loulouwa Rachid.

71. Vidéo de la revendication : <https://twitter.com/i/status/1240112961231831040>

72. [Déclaration du général Mac Kenzie](#), commandant de CENTCOM, conférence de presse au Pentagone, 13 mars 2020.

73. <http://www.kataibhezbollah.com/statment/3076>

74. Entretien avec Ahmed Rami, journaliste irakien.

75. Rapport du SGNU relatif à la résolution 2470, 21 février 2020, p. 5.

76. Entretien avec un habitant de Mossoul.

cette communication de proximité, qui garantit discrétion et sécurité⁷⁷. Lors des attaques à la roquette contre les bases militaires américaines, la connaissance du terrain est une condition du succès. Les équipes opérationnelles interviennent à partir de bases situées dans les mêmes régions. Elles peuvent se déplacer vers les sites d'où sont déclenchés les tirs, sans dévoiler de signaux faibles avant de passer à l'action. La mise en place et l'exfiltration se font en général de nuit⁷⁸. Leurs équipements ne diffèrent guère de ceux utilisés par les nombreux autres groupes armés (milices locales d'autodéfense ou organisations jihadistes), ce qui rend leur identification difficile.

S'agissant des manifestations ou autres démonstrations de force populaire, les consignes sont diffusées sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter) ou par messageries instantanées (WhatsApp, Telegram). Les milices utilisent la puissance de ces outils lorsqu'elles veulent mobiliser au-delà de leur base, au profit d'actions qui s'inscrivent dans un cadre légal⁷⁹.

La répression des manifestations anti-régime par des groupes paramilitaires est difficile à imputer à une décision gouvernementale. Leurs opérateurs ne se présentent pas comme des miliciens. Ils peuvent agir en civil, comme ces hommes armés de couteaux et de bâtons qui ont attaqué des personnes assises sous une tente pour un meeting politique, le 3 janvier sur la place Tahrir (Bagdad)⁸⁰. Dans d'autres cas, ils revêtent des uniformes de police pour agir en toute impunité. S'imposant par la crainte qu'ils inspirent aux véritables policiers, ils profitent de l'autorité que leur confère l'uniforme. De nombreux cas de tirs dans la foule des manifestants pourraient s'expliquer par cette usurpation vestimentaire⁸¹. Ce procédé permet aux milices d'exonérer leur responsabilité, tout en faisant assumer à l'État irakien la responsabilité de la répression. La plupart des rapports publiés par les organisations internationales et non gouvernementales condamnent l'action des forces anti-émeute, imputée aux autorités irakiennes ; plus rares sont les rapports d'ONG épingleant l'action des civils armés⁸².

Les responsables des groupes paramilitaires profitent de l'ambiguïté liée à la complexité et à la disparité de la MP. Ses composantes sont nombreuses et souvent rivales. La posture d'une milice varie en fonction des rapports de force politiques du moment. Ainsi, la Saraya al-Salam (milice sadriste) a soutenu les manifestations anti-régime d'octobre à décembre 2019, notamment dans son fief de Najaf. Ces miliciens étaient identifiés par les manifestants comme des protecteurs. À partir de janvier, ils sont passés dans le camp de la répression. Le 5 février, ils sont allés jusqu'à tuer plus de 20 manifestants lors d'un sit-in pacifique à Najaf⁸³.

77. Les milices urbaines s'appuient sur des quartiers résidentiels pauvres. Les milices plus « militaires » sont installées en cantonnements dans leurs zones d'opération.

78. Entretien avec un ancien militaire irakien, février 2020.

79. Entretien avec Ahmed Rami, journaliste irakien.

80. Rapport spécial de la haute commission irakienne pour les droits humains (*Demonstrations in Iraq*), *op. cit.*, p. 10.

81. Entretien avec Ahmed Rami, journaliste irakien.

82. [Rapport d'Amnesty International sur l'emploi des grenades lacrymogènes](#), 13 décembre 2019.

83. France 24, The Observers, 10 février 2020 : <https://observers.france24.com/en/20200210-how-iraq%E2%80%99-blue-hat-militiamen-went-protecting-killing-protesters>

Le renseignement au service de l'hybridité

Les milices ont la faculté de conduire simultanément, en des lieux différents, des opérations militaires (campagne contre l'EI), des actions de police (répression de manifestation) et des actions spéciales et clandestines (coup de main en milieu hostile, éliminations d'opposants, attaques informationnelles). Capables de « combiner des capacités conventionnelles avancées, traditionnellement associées à la guerre régulière, et des tactiques non linéaires, caractéristiques d'une certaine forme d'irrégularité », selon la définition de Tenenbaum, les milices pratiquent une guerre hybride⁸⁴. Sur ordre direct d'un responsable politique, une milice est capable de s'infiltrer dans une zone non permissive, de déclencher des tirs de roquettes contre des militaires américains, tout en restant en dessous des radars de l'identification. Cette capacité est hors de portée d'une unité régulière de l'armée.

Cette hybridité repose notamment sur un appareil de renseignement très efficace. Contrairement aux unités régulières qui doivent adresser des demandes aux services ad hoc pour obtenir des informations, sans garantie de les obtenir, les milices ont des tuyaux qui les alimentent en direct. Ces tuyaux sont connectés dans toutes les structures de l'État et de la société. La MP a infiltré toutes les administrations irakiennes, qui sont sous surveillance, voire sous contrôle. C'est le cas par exemple des transports publics, dont le ministère est entre les mains de Badr⁸⁵. Ce groupe contrôle l'aéroport de Bagdad et a ainsi accès aux données des passagers. C'est le cas aussi de la plupart des installations de vidéosurveillance de Bagdad⁸⁶. La MP a réussi à imposer des officiers de liaison dans toutes les structures liées à la sécurité dans la capitale irakienne. Ce dispositif permet à la MP de « tout voir et tout savoir » alors que, dans le même temps, les miliciens ne sont pas contrôlés par les policiers⁸⁷. L'accès au renseignement ne se limite pas au niveau stratégique. Les plus grands groupes paramilitaires disposent d'une très forte emprise dans certaines régions. Ils possèdent des remontées d'information permanentes grâce à leurs réseaux d'obligés, y compris dans les régions majoritairement sunnites. Nombre d'édiles locaux n'ont d'autre choix que de leur prêter allégeance, s'ils veulent vivre en sécurité et continuer à faire leurs affaires⁸⁸. En intimidant ou en rémunérant, selon les cas, les milices disposent d'un maillage qui leur permet de contrôler l'information. Les Kataeb Hezbollah ont la capacité d'interdire la circulation sur les routes qui passent près de leurs bases, en activant des check-points à tous les carrefours environnants⁸⁹.

84. Élie Tenenbaum, *Le piège de la guerre hybride*, IFRI, octobre 2015, p. 24.

85. Gilles Chenève, *Panorama de l'Irak contemporain*, Éd. du Cygne, 2017.

86. Entretien avec Loulouwa Rachid.

87. Entretien avec Ahmed Rami.

88. Entretien avec Loulouwa Rachid.

89. Entretien avec un responsable d'ONG. Les Kataeb contrôlent notamment la zone frontalière avec la Syrie vers al-Qaim et la ville de Jurf al-Sakhr, à 40 km au sud de Bagdad.

CES OPÉRATIONS PARAMILITAIRES PORTENT-ELLES LA MARQUE DE L'IRAN ?

Il est difficile d'établir la responsabilité tactique des milices sur les opérations conduites sur le terrain, en raison de leur furtivité mais aussi de l'absence de revendications. Quant à déterminer l'identité des véritables donneurs d'ordre, il faudrait remonter la chaîne de commandement par des moyens d'interception, ce que seuls les services de renseignement seraient techniquement capables de faire. Et, même en disposant de cette capacité, le traçage des réseaux de communication ne permettrait sans doute pas de remonter jusqu'à Téhéran. Les processus décisionnels du niveau tactique s'établissent entre des acteurs situés en Irak⁹⁰. Par ailleurs, attribuer les actions menées sur le terrain à Téhéran parce qu'elles servent les intérêts iraniens (en réponse à la question « à qui profite le crime ? ») manquerait de rigueur. On peut en revanche tenter d'identifier des analogies dans les méthodes employées et dans les équipements utilisés, à partir d'un modèle iranien. Depuis 1979, la République islamique d'Iran n'a jamais caché son ambition d'exporter sa révolution au-delà de ses frontières. C'est en vertu de ce principe que Téhéran a favorisé la diffusion de savoir-faire opérationnels aux groupes faisant partie d'un « Axe de la résistance », notamment à partir de techniques expérimentées sur le territoire national⁹¹. Ainsi, certaines méthodes ont essaimé en Irak et dans d'autres pays du Moyen-Orient.

Des méthodes de répression éprouvées

Sur le théâtre national iranien, les forces terrestres des Gardiens de la révolution conduisent parfois des actions de contre-insurrection dans la région du Baloutchistan⁹². Mais en matière de répression interne, c'est le Bassij qui fait figure d'unité modèle. Cette organisation, qui tient à la fois du parti et de la milice, est composée de jeunes hommes entraînés, opérant en civil ou en uniforme, pour contrer les mouvements de contestation. En juin 2009, le Bassij a été mobilisé pour contrer le « mouvement vert » issu des élections. Cette campagne de répression a été conduite de manière brutale et au grand jour. Par la suite, la milice a expérimenté des techniques moins visibles ; elle les met en œuvre assez régulièrement lors des éruptions de colère d'une partie de la population, généralement en réaction aux difficultés économiques. Certaines techniques des Bassiji semblent avoir été soigneusement imitées en Irak⁹³.

• *Infiltration des mouvements de contestation*

Une technique iranienne désormais bien rodée consiste à infiltrer le cortège des manifestants par des Bassiji. En se noyant dans la foule, ceux-ci se font passer pour des manifestants

90. Toutes les personnes interrogées partagent cette analyse.

91. Morgan Paglia et Vincent Turret, *L'Iran et ses proxys au Moyen-Orient*, op. cit., p. 26-30.

92. San-Augustin évoque le recours aux tribus locales pour ces opérations (« Évolutions des doctrines iraniennes », *Cahiers du RETEX*, CDEC, juillet 2017, p. 28).

93. Entretien avec un expert de l'Iran. Toutefois, bien d'autres régimes autoritaires dans le monde mobilisent des méthodes similaires de répression (pas de « copyright » iranien).

afin de dénaturer et, si possible, de décrédibiliser le mouvement. Selon les cas, ils jettent des projectiles sur les forces de l'ordre, saccagent le mobilier urbain ou agressent les autres manifestants. Ils font alors basculer un rassemblement pacifique en manifestation violente, provoquant inévitablement une riposte des forces anti-émeutes. Présents dans la cohue, ils en profitent pour prendre des photos et des vidéos qui servent à identifier les meneurs. Parfois, ils reviennent dans le camp de la répression pendant les échauffourées, afin de bénéficier de l'effet de surprise. De faux profils sont également créés sur les réseaux sociaux, afin d'identifier les contestataires et de recueillir des renseignements.

Ces modes d'action ont été reproduits dans les rues irakiennes fin 2019. À partir de novembre et surtout décembre, plusieurs manifestations anti-régime ont été infiltrées par des jeunes hommes de la MP. Le 6 décembre, plusieurs centaines de jeunes hommes (en civil) se sont répandus sur la place Tahrir (Bagdad), au milieu d'une manifestation anti-régime. Certains d'entre eux prétendaient vouloir protéger les contestataires. Puis, après une phase d'observation, marquée par des slogans à la gloire de dignitaires chiïtes, les miliciens ont attaqué des manifestants à main nue ou à coups de couteau⁹⁴.

• *Intimidations et éliminations*

Les deux approches répressives évoquées précédemment (sur le lieu des manifestations et à l'extérieur) sont communément utilisées en Iran. Lors des démonstrations de novembre 2019, au moins 208 personnes ont été tuées en seulement cinq jours. Des tirs dans la foule, effectués par des membres du Bassij postés sur le toit des immeubles, ont été documentés⁹⁵. Des milliers d'activistes ont été arrêtés sans procédure judiciaire⁹⁶.

Comme cela a été développé dans la première partie, des modes d'action très similaires ont été mis en œuvre récemment par des miliciens irakiens : hommes armés tirant sur les manifestants depuis des toits d'immeubles ; campagnes d'intimidation visant principalement les leaders de la contestation et les journalistes. Ceux-ci ont été menacés, parfois arrêtés, en dehors de toute procédure judiciaire. Le 7 décembre, 11 manifestants ont été kidnappés dans la province de Kerbala⁹⁷. L'assassinat de nombreux journalistes par des inconnus a été documenté par la commission irakienne des droits de l'homme⁹⁸. Le 12 décembre, le gouvernement irakien a établi un comité pour enquêter sur les allégations d'assassinats et de disparitions. Toutefois, ses conclusions n'ont pas été rendues publiques⁹⁹. Il est tentant de voir dans cette répression l'application de techniques iraniennes, qui auraient également pu être mises en œuvre par le régime syrien en 2011¹⁰⁰. Toutefois, des méthodes de répression violente assez similaires (intimidation, torture, tirs à balle réelle, etc.) sont observées

94. Entretien avec un habitant de Bagdad.

95. [Communiqué du Haut-commissaire des droits de l'homme](#), Genève, 6 décembre 2019.

96. Le 28 janvier 2010, le quotidien *The Guardian* a publié les données de 1 259 personnes arrêtées à la suite des manifestations de juin 2009. <https://www.theguardian.com/news/datablog/2010/jan/28/iran-dead-detained-protests-elections-spreadsheet#data>

97. Entretien avec un cadre français travaillant dans le secteur de la sécurité.

98. Rapport spécial de la haute commission irakienne pour les droits humains (*Demonstrations in Iraq*), *op. cit.*

99. Rapport sur la mise en œuvre de la résolution 2470, du 21 février 2020, p. 10.

100. Selon un ancien responsable politique syrien en poste en 2011, des conseillers iraniens sont arrivés dans les grandes villes au début du mouvement de contestation. Ces conseillers étaient présents aux réunions qui traitaient des questions de sécurité.

par les principales ONG sur tous les continents¹⁰¹. Il serait donc abusif de les présenter comme des « spécialités » iraniennes.

- *Censure numérique*

En Iran, les autorités ont été déstabilisées par l'utilisation massive d'internet lors du mouvement vert de 2009. Ce n'est qu'en 2014 qu'elles ont mis en place une infrastructure permettant aux agences de sécurité de surveiller le réseau, en s'inspirant du modèle chinois. Cette approche a été conçue pour maintenir un flux d'échange de données (autorisées) même en période de crise. Pourtant, les autorités ont tendance à interrompre totalement internet lors des manifestations de masse. Diverses applications dédiées à la communication ou aux réseaux sociaux sont également coupées pendant ces phases, de même que les réseaux téléphoniques eux-mêmes¹⁰².

En Irak, on a observé une réduction du débit internet, selon une tendance inversement corrélée à l'intensité des manifestations. Dès le 2 octobre, le réseau internet connaît de sérieuses réductions de débit, lorsqu'il n'est pas totalement interrompu pendant des périodes de plusieurs jours. Les réseaux sociaux Facebook et Twitter sont inaccessibles. Les messageries WhatsApp et Telegram ne fonctionnent plus¹⁰³. Sans l'appui des réseaux sociaux et d'internet, les leaders de la contestation ne peuvent plus délivrer leurs messages, ni recruter, ni diffuser de consignes de rassemblement, etc. Face à ces coupures, les « contre-manifestants » sont moins démunis car ils s'appuient sur des réseaux informels de communication.

Ces opérations de censure numérique sont très pratiquées par les régimes autoritaires, sur tous les continents. Là aussi, il est donc difficile d'établir un modèle iranien qui serait reproduit en Irak.

- *Des équipements spécifiques*

Un grand nombre de mouvements de guérilla à travers le monde utilise des roquettes pour attaquer des cibles fixes (bases, aéroports), ce qui ne permet pas de mettre en évidence une filière. Toutefois, certains types de roquettes se retrouvent chez les milices irakiennes, mais aussi aux mains des talibans en Afghanistan et du Hezbollah libanais¹⁰⁴. Ces groupes privilégient les roquettes Katyusha de 107 et 122 mm, qui sont un bon compromis entre puissance de feu et facilité d'emploi¹⁰⁵. Ces munitions sont également parmi les plus répandues au sein des forces iraniennes¹⁰⁶. Selon Schroeder, la majorité des roquettes de 107 mm

101. Amnesty International Report 2017/2018, [The State of the World's Human Rights](#) ; Human Rights Watch, [World Report 2020](#).

102. Entretien avec un ancien habitant de Téhéran. Des données précises sur les coupures internet et mobile sont disponibles sur le site [netblocks.org](#).

103. Entretiens avec des Irakiens. Certains passent par des VPN pour échanger sur les réseaux sociaux, les jours où il y a un peu de débit.

104. Le navire commercial *Francop*, arraisonné par Israël en novembre 2009, transportait ces équipements en grand nombre (roquettes de 107, 122 mm notamment). Le *Francop* aurait été envoyé par l'Iran (Steven O'Hern, *The Threat that Grows while America Sleeps*, Potomac Books, octobre 2012, p. 73).

105. Shaan Shaikh, *Iranian missiles in Iraq*, Center for Strategic and International Studies, 11 décembre 2019.

106. Rapport non classifié du secrétaire à la Défense américain au Congrès sur les capacités militaires iraniennes, avril 2010.

de type Fajr 1 circulant en Irak depuis 2003 proviendrait d'ateliers iraniens¹⁰⁷. Toutefois, un traçage très précis serait compliqué à établir.

Par ailleurs, des équipements anti-émeute d'origine iranienne ont été observés au cours des opérations répressives en Irak. Des boîtes de munitions portant l'inscription « Ministère du Sepah » auraient été trouvées sur la place Khalani à Bagdad, le jour où 19 manifestants ont été tués par balles et 70 blessés (6 décembre 2019)¹⁰⁸. Des grenades fumigènes et lacrymogènes d'origine iranienne ont également été employées¹⁰⁹.

La force Qods, vecteur de diffusion de l'expertise militaire

La diffusion de ces modes d'action destinés à la répression des éléments internes ou au harcèlement des unités externes a été rendue possible par l'action de la force Qods. Service d'action extérieur des Gardiens de la révolution, la force Qods apporte un soutien financier, matériel, moral et technique aux groupes armés faisant partie de « l'Axe de la résistance ». Selon M. San-Augustin, Qods agit comme une grande unité de force spéciale fournissant de l'assistance militaire opérationnelle, tout en menant parfois des opérations clandestines¹¹⁰. Paglia et Tourret estiment ainsi que Téhéran exerce « un contrôle étroit » sur les capacités des milices irakiennes dans le domaine du combat à haute intensité¹¹¹. Abou Mahdi al-Muhandis a reconnu lui-même, lors d'une interview télévisée, que des centaines d'instructeurs iraniens et libanais (du Hezbollah) étaient présents en Irak en 2014¹¹². Le leadership iranien a œuvré à constituer des réservoirs d'expertise militaire au sein des groupes chiites qui lui étaient fidèles¹¹³. Toutefois, une fois que les primo-instructeurs iraniens ont enseigné leurs savoir-faire techniques et tactiques à des experts, ceux-ci les transmettent à leur tour sans aucune intervention de la force Qods¹¹⁴. Cette décentralisation opérationnelle est efficace, tout en permettant à l'Irak de réfuter son implication (« déni plausible »)¹¹⁵.

La force Qods ne semble plus, aujourd'hui, capable de financer les milices. Même si Hélène Sallon estime que « ces groupes sont armés par l'Irak¹¹⁶ », la plupart des personnes interrogées pensent que les milices se satisfont des subventions de l'État irakien, en plus des détournements économiques déjà évoqués¹¹⁷.

107. Matt Schroeder, Rogue Rocketeers, « Artillery Rockets and Armed Groups », *Small Arms Survey*, juillet 2014, p. 27.

108. Aram Shabaniyan, 7 décembre 2019. <https://twitter.com/AramShabaniyan/status/1203215943024824320>

109. Grenades lacrymogènes M651 et grenades fumigènes M713, d'après l'organisation Bellingcat, <https://www.bellingcat.com/news/mena/2019/11/12/iraqi-protesters-are-being-killed-by-less-lethal-tear-gas-rounds/>. Ces observations sont corroborées par Amnesty International, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2019/10/iraq-gruesome-string-of-fatalities-as-new-tear-gas-grenades-pierce-protesters-skulls/>

110. « Évolutions des doctrines iraniennes », *Cahiers du RETEX*, Centre de doctrine et d'enseignement du commandement, juillet 2017.

111. Morgan Paglia et Vincent Tourret, *L'Irak et ses proxys au Moyen-Orient*, op. cit., p. 37.

112. *Interview de Abou Mahdi al-Muhandis*, Afaq TV, juin 2017, 47:15-48:15.

113. *Iran's Networks of Influence in the Middle East, Chapter Four: Iraq*, op. cit., p. 121-158.

114. Entretiens avec des habitants irakiens.

115. Morgan Paglia et Vincent Tourret, *L'Irak et ses proxys au Moyen-Orient*, op. cit., p. 26.

116. Hélène Sallon, « Après la mort du général Soleimani, les milices pro-iraniennes veulent parfaire leur mainmise sur l'Irak », *Le Monde*, 7 janvier 2020.

117. C'est le cas de Loulouwa Rachid, pour qui la MP ne reçoit pas de financement iranien.

CONCLUSION

En Irak, les milices ont prouvé leur capacité à exécuter un plan d'opération à plusieurs dimensions (militaire, politique, informationnelle), de manière contrôlée et souvent dissimulée. La séquence de la fin 2019 illustre l'effet démultiplicateur que procure cet outil : pour une énergie dépensée relativement faible, les bénéfices politiques et militaires ont été considérables. En admettant que ce levier ait été actionné par les Iraniens, ceux-ci ont démontré la pertinence du modèle. Ils ont activé des « proxys » avec un niveau de contrôle optimal, sans exposer leur territoire national ni risquer l'escalade. Ils ont pu interagir avec Washington, alors que les canaux diplomatiques directs étaient fermés.

On ne peut pas exclure que certaines attaques contre des cantonnements américains aient été décidées à un échelon local. Un chef de milice opposé à la présence étrangère en Irak peut conduire de telles actions à condition de disposer d'appuis au sein de la province. S'agissant des démonstrations de force urbaine ou de la campagne de répression, l'hypothèse d'une initiative locale est exclue. Ces opérations complexes s'inscrivent dans une manœuvre d'ensemble bien coordonnée. Elles ont été impulsées à haut niveau, soit par des responsables iraniens, soit par les représentants d'un État profond irakien à la liberté d'action manifeste.

D'après Paglia et Tourret, ces actions miliciennes ont été clairement pilotées à distance. Elles s'intègrent dans le cadre d'une « stratégie indirecte et subversive¹¹⁸ ». Forme nouvelle de la guerre par procuration ou alternative à la projection de puissance, cette approche n'est pas si éloignée de celle des grandes puissances militaires. L'Occident mais aussi la Chine, les États du Golfe, la Russie et la Turquie recourent de plus en plus à des sous-traitants (armées partenaires et sociétés militaires privées) de préférence à leurs propres forces, pour conduire des missions de combat en limitant leur niveau d'engagement. Alors, à l'heure de la sous-traitance, les milices ne risquent-elles pas de devenir un instrument commode et rentable pour la mise en œuvre des stratégies indirectes ?

Issu des Troupes de marine, le colonel Olivier Passot a servi dans des unités opérationnelles, à la formation des officiers et en état-major. Sa deuxième partie de carrière a été principalement orientée vers l'international au sein des armées et du ministère (coopération, renseignement et questions stratégiques). Il a effectué de nombreuses missions à l'étranger, notamment au Moyen-Orient. Il a été directeur du domaine « Pensée stratégique » à l'IRSEM de 2017 à 2018. Il y est aujourd'hui chercheur associé.

118. Morgan Paglia et Vincent Tourret, *L'Irak et ses proxys au Moyen-Orient*, op. cit., p. 10.